ENTRETIEN AVEC ALAIN DE BENOIST
SUR LA GUERRE EN IRAK

1) Au moment où nous réalisons cet entretien, les opérations purement militaires ont cessé en Irak et les USA y installent un gouvernement de « collaborateurs » arrivés dans leurs fourgons. Les prises de position de Berlin et d'Ankara n'étaient, semble-t-il, pas attendues par Washington. De même, la résistance de la France a sans doute été plus vive et a reçu plus d'écho que ne le prévoyaient les analystes américains. Doit-on, à votre sens, en tirer des plans pour l'avenir et y voir l'apparition d'une résistance concertée et conséquente du « vieux monde » face aux USA ?

Sur cette guerre abominable et que rien ne justifiait, hormis la volonté des Etats-Unis de remodeler le monde à leur guise, tout semble avoir été dit. Il reste néanmoins à expliquer le contraste saisissant entre la première phase des opérations, qui a vu les troupes américano-britanniques se heurter à une résistance acharnée à laquelle elles ne s'attendaient pas (la propagande de la Maison-Blanche leur avait fait croire qu'elles seraient accueillies avec des fleurs), et une seconde phase durant laquelle elles ont pu s'emparer presque sans coup férir de Bagdad et des autres villes, comme Tikrit, qui étaient censées être tenues par les plus fidèles partisans du régime. L'écrasante disproportion des forces en présence, les pilonnages aériens incessants et les massacres de civils n'expliquent pas tout. L'hypothèse la plus probable est celle d'un « deal » qui aurait permis à Saddam Hussein et à ses proches de s'évanouir dans la nature — de prendre une longueur d'avance sur leurs poursuivants — en échange de l'assurance que les militaires américains, dont on sait depuis la guerre du Vietnam qu'ils sont les plus mauvais soldats du monde (sauf au cinéma, bien sûr), échapperaient à ce qu'ils redoutaient le plus : le combat de rues. Les Russes ont pu servir d'intermédiaires. Les historiens de l'avenir diront ce qu'il en fut.

L'Irak est aujourd'hui un pays martyrisé. Déjà épuisé et ruiné par l'embargo, en proie à l'insécurité et à la pénurie, plongé pratiquement dans le chaos, il n'est plus qu'un protectorat occupé par une puissance néocoloniale, qui sera placé sous l'autorité d'un gouvernement fantoche, en attendant très probablement d'être démembré. Les armes s'y sont tues, mais la guerre ne fait que commencer. L'hostilité des Irakiens envers l'occupant est à peu près générale, y compris chez ceux qui ont eu le plus à souffrir de la dictature de Saddam Hussein. La formation d'une entité kurde dans le Nord, l'arrivée au pouvoir des chiites dans le Sud laissent prévoir des troubles sans fin. Dès le

départ du gros des troupes américano-britanniques, la résistance s'intensifiera. Les Etats-Unis, qui prétendaient vouloir à la fois instaurer la « démocratie » et lutter contre l'« islamisme » vont rapidement s'apercevoir que ces deux objectifs sont inconciliables : seules des dictatures, comme celles de l'Egypte, de l'Algérie ou de la Tunisie, sont aujourd'hui en mesure d'empêcher les islamistes de conquérir le pouvoir par la voie des urnes. Mais surtout, les « faucons » impérialistes et les néoconservateurs illuminés de la Maison-Blanche ne cherchent même plus à dissimuler que l'agression contre l'Irak n'a été pour eux qu'un début. Après l'Irak, ils comptent s'en prendre à la Syrie, et surtout à l'Iran. L'objectif final est un utopique « remodelage » de l'ensemble de la région, la déportation massive des Palestiniens vers la Jordanie (sinon vers l'Irak) et la prise de contrôle des puits de pétrole, dans l'espoir de peser sur l'approvisionnement énergétique des puissances rivales en voie d'émergence sur la scène mondiale, à commencer par la Chine et l'Europe. Les conséquences sont imprévisibles. Washington a ouvert la boîte de Pandore d'un nouveau désordre mondial.

C'est précisément parce qu'elles ont très bien compris que la guerre contre l'Irak était aussi, et surtout, une guerre dirigée contre l'Europe que la France et l'Allemagne ont tenté de s'y opposer. Elles n'ignoraient pas, bien entendu, qu'elles n'empêcheraient pas les Etats-Unis de déclencher cette agression criminelle, dont le principe avait été décidé bien avant que les attentats du 11 septembre ne viennent en fournir providentiellement le prétexte. Au moins leur démarche a-t-elle eu le mérite d'éclairer sans fard la nature belliciste, isolationniste et impérialiste de l'actuelle politique étrangère américaine. Le résultat est que les Etats-Unis se sont trouvés désavoués comme ils ne l'avaient jamais été par l'opinion publique mondiale. Contrairement à ce qui s'était passé en 1991, lors de la guerre du Golfe, leur maigre « coalition » est restée circonscrite à l'« anglosphère », tandis que des manifestations hostiles d'une ampleur jamais vue depuis 1945 se déroulaient dans les grandes capitales. Significativement, c'est dans les pays dont les gouvernements se sont en la circonstance dévoilés comme les plus fermes « collabos » de l'Amérique — l'Angleterre de Tony Blair, l'Italie de Silvio Berlusconi, l'Espagne de José Maria Aznar — que ces manifestations ont été les plus imposantes. L'Europe, divisée au niveau des gouvernements, s’est ainsi trouvée réunie au niveau des peuples. La défection inattendue de l'Allemagne et de la Turquie, considérés jusque là par les Etats-Unis comme des vassaux particulièrement sûrs, est également un fait très important, dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences. Enfin, à la faveur de cette guerre, on a vu apparaître les premières manifestations d'un axe Paris-Berlin-Moscou, axe certes encore fragile, mais qu'on peut espérer voir gagner en consistance à la faveur d'événements futurs. L'Amérique a gagné une bataille sur le terrain, mais elle a perdu la guerre de l'opinion. Le lien transatlantique se défait lentement, mais

sûrement. Tous ces points sont très positifs.

2) A ce propos, l'extension de l'Europe à vingt-cinq pays est-elle une bonne ou une mauvaise chose ?

C'est une bonne chose dans le principe, car la construction européenne doit par défintion être le fait de tous les Européens, mais c'en est dans l'immédiat une très mauvaise. L'Europe aurait dû choisir l'approfondissement, c'est-à-dire la mise au point d'une véritable structure institutionnelle d'action et de décision politiques, avant de miser sur son élargissement. Hier « satellites » de l'Union soviétique, la plupart des pays d'Europe orientale qui ont été admis à entrer dans l'Union européenne se soucient comme d'une guigne de la constitution d'une entité politique européenne autonome. Ils veulent avant tout se placer sous la protection de l'OTAN, bénéficier d'une assistance financière et s'intégrer dans le grand marché mondial dont les Etats-Unis constituent le centre. Il est inconcevable que l'adhésion à l'Union européenne n'ait pas été assortie de conditions telles que, par exemple, il eut été impossible à un pays comme la Pologne d'être membre de l'Europe tout en choisissant d'équiper ses forces aériennes d'avions américains.

L'Europe à vingt-cinq court le risque évident de l'impuissance et de la paralysie. C'est là l'effet d'un élargissement trop hâtif, mais aussi d'un déficit démocratique des institutions européennes, et d'une incapacité des Etats-membres à raisonner autrement qu'en fonction de leurs intérêts nationaux. Il en ira ainsi aussi longtemps que le peuple politique européen n'aura pas été érigé en pouvoir constituant, et que le problème des finalités de la construction européenne n'aura pas été clairement posé : s'agit-il de jeter les bases d'un véritable projet de civilisation contribuant à l'établissement d'un nouvel ordre mondial multipolaire, ou de former un vaste espace de libre-échange au sein de l'américanosphère ? Mon sentiment personnel est que la dynamique même de la globalisation va accentuer la concurrence, et donc les divergences d'intérêts entre les deux rives de l'Atlantique. Mais dans l'immédiat, le seul moyen de surmonter la crise tient dans la constitution d'un « noyau dur » franco-allemand qui soit décidé à aller de l'avant et s'emploie, en liaison étroite avec la Russie, à jeter les bases d'une Europe politique, autonome, associant l'autorité à la tête et la plus grande liberté à la base, c'est-à-dire fondée sur la démocratie participative et le principe de subsidiarité. Si une telle initiative peut prendre forme, les autres pays européens comprendront peu à peu qu'il est de leur intérêt d'y participer.

Les Etats-Unis ne s'y trompent pas. Après avoir feint parfois d'encourager la construction européenne et publiquement déploré que les Européens consacrent si peu de moyens à leur défense, ils ne dissimulent plus aujourd'hui

leur hostilité foncière à l'Europe. Toute leur politique étrangère découle de leur volonté d'empêcher l'émergence en quelque endroit du monde d'un rival potentiel global. Or, le temps leur est compté. L'euro menace l'hégémonie du dollar, leur part dans la production industrielle et le commerce mondial ne cesse de décliner, et leur endettement atteint désormais un niveau historique. Pour maintenir un monde unipolaire, ils sont prêts à déployer tous les moyens, en particulier dans le domaine où leur prédominance est la plus incontestable : celui de la technologie militaire. En Europe, leur objectif essentiel sera d'empêcher l'émergence d'un axe Paris-Berlin-Moscou. C'est pourquoi ils encouragent l'élargissement aux pays de l'Est, sur lesquels ils savent pouvoir compter, en même temps qu'ils soutiennent l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Paul Wolfowitz a déjà déclaré que la France et l'Allemagne sont désormais des « ennemis stratégiques ». Les Américains n'ont pas perdu tout espoir d'amadouer Vladimir Poutine. En Allemagne, ils misent sur une prochaine défaite électorale de Gerhard Schröder, sachant que les chrétiens-démocrates, à l'instar de tous les autres partis de droite en Europe, seront plus dociles à leur égard. Quant à la France, comme l'a encore dit Wolfowitz, elle « devra payer » le prix de son attachement à une légalité internationale dont les Américains ont aujourd'hui décidé de s'exempter totalement. On peut d'ores et déjà s'attendre à des coups de Jarnac et à des manœuvres de déstabilisation de toutes sortes, y compris dans les pays africains francophones. Au sein de la classe politique, ces manœuvres bénéficieront de l'appui des « idiots utiles », mais aussi des stipendiés et des agents d'influence, qui sont nombreux dans les médias. Le flot de haine antifrançaise qui se déverse depuis quelques mois outre-Atlantique donne un avant-goût de ce à quoi il faut s'attendre. « A ces déclarations haineuses, insensées, écrivait récemment Jacques Julliard, aurait du répondre, dans les milieux politiques, économiques, intellectuels, un tollé général. C'est pourtant le moment que certains choisissent pour nous faire la morale sur l'antiaméricanisme ». On en est là, en effet.

3) Les musées irakiens ont été pillés de manière très professionnelle sans que les GI's ne fassent rien pour s'y opposer, alors que dans le même temps les puits de pétrole étaient parfaitement sécurisés. N'est-ce pas significatif d'une vision du monde ?

C'est en effet un symbole. Quelque 200 000 objets d'une valeur inestimable, reflets et témoins de l'une des plus anciennes civilisations de l'humanité, ont été volés à Bagdad par des professionnels capables de distinguer les originaux des copies et disposant d'assez de moyens pour s'emparer de certaines pièces pesant plusieurs tonnes. Ces pillards, arrivés dans les fourgons de l'armée américaine, n'ont pu opérer qu'avec l'aval de fait des autorités d'occupation. Dans l'histoire récente, un tel crime est presque

sans précédent. On constate qu'il laisse largement indifférent ceux qui s'indignaient du dynamitage de deux statues de Bouddha par les Talibans. Pour les Etats-Unis, les œuvres d'art ne sont que des marchandises comme les autres. Leur vision du monde, essentiellement commerciale, ne met en jeu que des quantités calculables. La « réussite » consiste pour eux dans l'appropriation d'objets dont la valeur est en dernière analyse réductible à cet équivalent universel qu'est l'argent. Leur conception de l'homme est celle d'un individu rationnel cherchant en permanence à maximiser son meilleur intérêt. La transformation de la planète en un gigantesque marché suposé autorégulateur et autorégulé — mais en réalité institué à coups de canon — est l'aboutissement logique de cette vision. Le marché, par définition, ne connaît pas de frontières. La logique du capital obéit à la loi du « toujours plus ». Ce qui n'est pas évaluable en termes matériels est tenu pour négligeable ou pour inexistant. Le modèle du marché étant posé comme paradigmatique de tous les faits sociaux, les relations entre les hommes se transforment en décalques de la relation à l'objet. L'homme lui-même devient une marchandise. En dépit de toutes ses erreurs, l'un des traits de génie de Karl Marx est d'avoir compris que la réification des faits sociaux serait le résultat le plus marquant de l'hégémonie généralisée de la loi du profit.

4) Lors de la première intervention occidentale en Irak, la prise de position de Jean-Marie Le Pen avait causé quelques remous au sein de la mouvance nationale. Dix ans plus tard, on a retrouvé, bien que de manière moins médiatisée, les mêmes clivages face à la guerre au sein des cadres nationaux et identitaires. Qu'en pensez-vous ? Comment expliquez-vous la subsistance d'un courant occidentaliste dans ce courant de pensée ? Ne peut-on pas imaginer, d'ailleurs, que les clivages qui se sont révélés à cette occasion vont aller s'accroissant et déboucher sur des ruptures, des reclassements et des alliances nouvelles ?

Les clivages dont vous parlez se sont en fait accentués. Un sondage Louis-Harris pour Libération, réalisé les 10 et 11 avril derniers, a révélé que 53 % des électeurs du Front national étaient favorables à l'attaque de l'Irak par les troupes américano-britanniques, attaque que Jean-Marie Le Pen avait pourtant condamnée avec la plus grande netteté. Quelques semaines plus tôt, un sondage Ipsos pour Le Monde et TF-1 avait montré que seulement 21 % des électeurs de la droite parlementaire et 12 % de ceux de la gauche parlementaire campaient sur des positions bellicistes analogues. Ce décalage est nettement supérieur à celui que l'on avait observé en 1991, alors même que cette guerre « préventive », politiquement illégale et moralement illégitime, était encore plus injustifiable que la guerre du Golfe : en 1991, Saddam Hussein avait quand même envahi le Koweït (tombant ainsi dans le piège tendu par les Américains, qui l'y avaient implicitement encouragé), tandis qu'en

2003 personne ne pouvait croire à la fable des « armes de destruction massive » possédées par le régime de Bagdad. Le grand paradoxe de la guerre à laquelle nous venons d'assister est d'ailleurs qu'elle a elle-même révélé la fausseté du prétexte allégué pour la justifier : si l'Irak avait possédé de telles armes, il n'aurait pas manqué des les utiliser pour se défendre. Dans les mois qui viennent, les Américains ne pourront donc trouver en Irak que les « armes de destruction massive » qu'ils y auront eux-mêmes placées (à la façon de ces policiers qui « découvrent » au cours d'une perquisition les objets compromettants qu'ils ont amenés avec eux).

La sympathie ou la solidarité avec les Etats-Unis manifestée à cette occasion par une large partie de ce que vous appelez la « mouvance nationale » a des causes immédiates et des causes profondes. La cause immédiate est de toute évidence liée au problème de l'immigration. Les incontestables pathologies sociales résultant de la présence en France d'un grand nombre d'immigrés d'origine majoritairement maghrébine ont fait naître, dans des milieux qui ont de longue date fait preuve de leur incapacité à raisonner, une détestation indiscriminée des « Arabes ». Leur amour des bombardiers américains relève d'un réflexe de compensation : voir des Irakiens massacrés par des GI's tirant sur tout ce qui bouge atténuait apparemment leurs frustrations. Mais il y a aussi des causes plus profondes. La principale me paraît relever de ce que Heidegger appelait la métaphysique de la subjectivité, c'est-à-dire la tendance à poser un « je » (individualisme) ou un « nous » (nationalisme) en absolu, sans plus aucune considération pour la vérité objective des situations. Dans une telle optique, l'appartenance occidentale (parfois prise comme substitut euphémisé de l'appartenance raciale) se confond avec la définition du bien et du vrai : les nôtres sont les bons, les méchants sont les autres. L'inconvénient d'une telle attitude est qu'elle place ceux qui s'en réclament dans une position schizophrénique. Ils ne cessent, à les entendre, de dénoncer la « décadence » qui règne dans les pays occidentaux, mais dès que ces mêmes pays attaquent un autre peuple de la façon la plus injuste et la plus méprisable qui soit, ils se déclarent solidaires, non de ce peuple, mais des Occidentaux. Ma façon de voir est exactement inverse : si je combats le système occidental, c'est parce que les injustices qu'il commet sont la conséquence logique du système de valeurs qu'il s'est donné.

Les clivages que vous évoquez ne sont nullement circonstanciels, et vont au contraire aller en s'accentuant. Depuis l'effondrement du système soviétique, nous avons changé de monde. La preuve en est que tous les grands événements qui se produisent aujourd'hui entraînent des divisions et des ruptures transversales qui affectent toutes les familles politiques. Malheureusement, le Mur de Berlin n'est pas encore tombé dans toutes les têtes. Beaucoup continuent à raisonner selon des catégories obsolètes et

croient pouvoir rejouer perpétuellement la guerre d'Espagne en regardant l'avenir dans leur rétroviseur. Pour eux, le monde est toujours peuplé de « boches », de « viets », de « fellouzes », de « serbolcheviques », ou encore de « saddamites » (expression qui en dit long sur la dimension sexuelle de leurs fantasmes). Les notions de « droite » et de « gauche », qui sont nées avec la modernité, sont en train de disparaître avec elle. Cela n'empêche pas des adversaires « de droite » de la globalisation de continuer à voter avec une belle constance pour des partis qui ne cessent d'accélérér cette globalisation au seul motif qu'ils sont eux aussi classés « à droite ». Ils s'attachent au contenant plus qu'au contenu, pourrait-on dire. Dans le passé, j'ai pour ma part toujours dénoncé le libéralisme de la droite et l'économisme de la gauche. Aujourd'hui, je constate que c'est à gauche que l'on critique de plus en plus l'idéologie du progrès, tandis que la droite s'est ralliée sans états d'âme au « turbocapitalisme ». J'en tire la leçon. C'est dire combien je me sens loin de ceux à qui manifester aux côtés des « anti-global » ou des « gauchistes » donne visiblement des boutons. Ce qu'on appelle la « droite » a toujours associé des sensibilités différentes. Elle abrite aujourd'hui des hommes qui adhèrent à des options totalement incompatibles. La clarification est en train de se faire.

5) Un anti-islamisme rabique se développe depuis trois ou quatre ans dans des milieux agissant sur les marges de la droite nationale. Qu'en pensez-vous ? Se justifie-t-il à vos yeux ? Doit-on voir, comme on nous le propose, dans l'islam un ennemi capital et reléguer les USA au rôle d'adversaire ?

Cet anti-islamisme, qui affecte aujourd'hui les milieux les plus différents (d'où les alliances surprenantes qu'il suscite, elles-mêmes révélatrices des nouveaux clivages déjà évoqués), est bien entendu d'une consternante bêtise. Ceux qui s'en réclament allèguent volontiers, en général sans l'avoir lu, le titre du livre de l'ancien théoricien de la Trilatérale Samuel Huntington, Le choc des civilisations. Cette formule simple, sinon simpliste, est certes propre à séduire les amateurs de slogans, pour qui l'action politique se ramène à la manifestation convulsive de leurs rancœurs et de leurs exécrations. Elle est pourtant dépourvue de tout caractère opérationnel pour l'analyse du monde postmoderne qui se met en place sous nos yeux, et ce pour au moins deux raisons. La première est que les civilisations n'ont jamais été des acteurs politiques, et que l'on voit mal comment elles pourraient le devenir. La seconde est que les notions d'« Islam » ou d'« Occident » ne sont pas des catégories unitaires et homogènes, mais au contraire des ensembles flous traversés de tensions profondes et d'une multiplicité de courants contradictoires. Les premières cibles des fondamentalistes islamistes sont d'ailleurs des musulmans, tout comme les premiers concurrents de l'Amérique sont les Européens ! Le problème de l'immigration, le problème de l'islam, le problème

de l'islamisme ne sont bien entendu pas sans rapports entre eux. Il n'en reste pas moins que ce sont des problèmes différents. Plus on est hostile à l'immigration, par exemple, et plus il est important d'avoir de bonnes relations avec les pays musulmans.

La question de savoir si c'est l'« islam » ou les Etats-Unis qui doivent être regardés comme l'ennemi principal m'apparaît par ailleurs comme une question mal posée, dans la mesure où l'islamisme n'est aujourd'hui rien d'autre qu'une réaction à la désastreuse politique étrangère de l'hyperpuissance américaine. Si l'on veut combattre l'islamisme dans ce qu'il a de plus inacceptable — le néoterrorisme global par exemple —, il faut agir sur les causes, et non sur les conséquences, c'est-à-dire faire en sorte que les choix de politique étrangère de Washington soient clairement désapprouvés par le reste du monde, et que la globalisation cesse d'apparaître pour ce qu'elle est actuellement : l'imposition unilatérale à tous les peuples de la planète d'un mode de vie occidental, dont la propagation entraîne partout l'éradication des identités collectives et des cultures particulières.

Si, en dernière analyse, les Etats-Unis sont bien actuellement l'ennemi principal, la formule ne doit cependant pas faire illusion. Tout d'abord, en politique, l'ennemi principal n'est jamais un ennemi absolu. Il est seulement l'ennemi le plus puissant, celui qui représente hic et nunc la menace la plus grande. C'est seulement dans une perspective morale, quand on le combat au nom de Dieu ou au nom de l'humanité, quand on engage contre lui une « guerre sainte », une « guerre juste » ou une « croisade », qu'il devient une figure du Mal. Il n'y a donc pas lieu de diaboliser les Américains qui, au surplus, ne constituent pas eux non plus un bloc unitaire. D'autre part, et surtout, il faut bien voir que les Etats-Unis, s'ils sont aujourd'hui le centre moteur et le principal relais de la logique du capital, n'en sont eux-mêmes qu'un outil. La logique du capital, dont la montée et l'expansion résument l'essentiel de l'histoire de ces derniers siècles, fonctionne, comme la technique, selon sa dynamique propre. Ce sont les hommes qui sont à son service, et non l'inverse. C'est précisément ce que la droite, contrairement à la gauche, n'a jamais été capable de comprendre. La droite a toujours été fondamentalement réactive : elle marche à l'enthousiasme ou à l'indignation, beaucoup plus qu'à la réflexion. C'est la raison pour laquelle, étant étrangère au travail de la pensée, elle tend à mépriser les intellectuels. C'est aussi la raison pour laquelle elle comprend en son sein autant de révoltés, et si peu de révolutionnaires. Etant réactive, elle ne voit pas les systèmes qui sont au-delà des hommes. Pour le dire autrement, elle s'en prend aux hommes pour ce qu'ils sont, non pour ce qu'ils représentent ou pour ce qu'ils font. Elle identifie presque toujours le mal social et politique à une catégorie de boucs émissaires : les Juifs, les franc-maçons, les jésuites, les banquiers, les immigrés, etc. Elle croit qu'il

suffira de se débarrasser de ces « hommes en trop » (l'« anti-France » !) pour que tout s'améliore. Cette façon de voir, à la fois naïve et virtuellement totalitaire, l'empêche de reconnaître ce qui devrait lui crever les yeux : que le monde est aujourd'hui dominé par la logique du capital, que cette logique colonise jusqu'à l'imaginaire d'un homme qu'elle est en passe de déposséder de son humanité, que le monde actuel vit dans l'infinité de la marchandise, et que tout ce qui s'oppose à cet état de choses est l'allié objectif de qui possède une autre vision du monde.

6) Est-ce qu'on ne peut pas attribuer à cet anti-islamisme une fonction identique à celle qu'eut l'anticommunisme : nous faire peur avec un ennemi largement fantasmé pour nous pousser dans les bras de notre grand frère américain, qui seul pourrait nous protéger ?

Poser la question, c'est évidemment y répondre. Tout système totalitaire a besoin d'un diable, dont la dénonciation lui permet d'assurer son emprise sur ses sujets et de faire apparaître par comparaison ses propres tares comme mineures. Le totalitarisme « soft » du système occidental postmoderne n'échappe pas à cette règle. De même que les Etats-Unis ont utilisé l'existence du bloc soviétique pour se poser impudemment en chefs de file du monde « libre », ils trouvent aujourd'hui dans un « fondamentalisme islamiste » qu'ils ont eux-mêmes largement contribué à créer un repoussoir de nature à justifier et à pérenniser leur volonté d'hégémonie planétaire. C'est le principe même du racket, du chantage à la protection. Cette méthode est d'autant plus facile à mettre en œuvre que nous sommes entrés dans la « société du risque » (Ulrich Beck), c'est-à-dire dans une société où les menaces sont de moins en moins identifiables et localisables. Dans la société du risque, tout le monde est un ennemi potentiel, tout un chacun devient suspect. L'omniprésence du risque suscite des peurs, des fantasmes, qui conduisent les sociétaires à accepter de sacrifier leur liberté en échange de leur sécurité. Il suffit pour s'en convaincre de voir comment les attentats du 11 septembre ont été utilisés par les gouvernements occidentaux pour faire adopter, sur tous les plans, des législations restrictives des libertés civiles les plus élémentaires. En même temps qu'il devient de plus en plus impuissant sur le plan politique, l'Etat devient de plus en plus autoritaire sur le plan social. George Orwell avait très bien prévu cela : le « quart d'heure de haine » va de pair avec la surveillance totale.

S'il n'y a pas de « choc des civilisations », il y a en revanche des stratégies civilisationnelles. Les Etats-Unis, qui ont sur les Européens l'indéniable supériorité de vouloir penser le monde, en usent avec maestria. En pointant le doigt vers des dangers imaginaires, ils détournent l'attention de celui qu'ils représentent eux-mêmes. Une telle démarche séduit des catégories très

diverses : des racistes, pour qui l'Autre représente toujours un élément perturbateur à faire disparaître, des chrétiens habitués à une historiographie eclésiastique qui les a persuadés que l'islam a de tous temps été l'« ennemi de la chrétienté » — contre-vérité manifeste dont a fait justice, entre autres, le grand historien catholique Franco Cardini —, certains pieds-noirs toujours contents d'assister par CNN interposé à des « ratonnades » de masse, des esprits simples fascinés par la volonté de puissance, qu'un tropisme irrésistible conduit à s'incliner régulièrement devant les plus forts, des libéraux et d'anciens gauchistes ralliés à l'idéologie des droits de l'homme qui, ne concevant la dictature que dans des termes classiques, restent aveugles devant les formes nouvelles du despotisme contemporain. Les nouveaux stratèges américains savent à merveille jouer de cet assemblage hétéroclite. Les agents d'influence font le reste.

7) Il y a bien longtemps, vous avez écrit un livre intitulé « Europe, Tiers monde, même combat ». Est-ce que cette thèse est toujours valable à vos yeux ?

Vous avez raison de dire qu'il y a « bien longtemps » que je défends la cause des peuples. J'ai publié le livre que vous citez en 1986, et je me souviens que le bandeau que l'éditeur avait fait placer sur la couverture affichait ce mot d'ordre : « Décoloniser jusqu'au bout ! » Pour définir les quinze années qui se sont écoulées depuis, il faudrait plutôt parler de recolonisation. Celle-ci s'est d'abord opérée sur les plans technologique, culturel, commercial, industriel et financier, par le biais des sociétés multinationales et d'organismes internationaux comme la Banque mondiale et le FMI. Depuis la dernière guerre contre l'Irak, on peut dire qu'elle s'effectue à nouveau par des moyens militaires, puisque l'on en revient à la politique de la canonnière et des protectorats. Les prétextes n'ont guère changé. Au XIXe siècle, il s'agissait de renverser des « rois nègres » pour apporter aux « indigènes » la « civilisation » et le « progrès ». Aujourd'hui, on s'en prend à quelques dictatures soigneusement choisies pour imposer les « droits de l'homme » et le « développement ». Le véritable objectif est toujours le même. C'est celui qu'ont toujours voulu atteindre les « trois M » (les missionnaires, les militaires et les marchands) : convertir le monde entier à un modèle occidental invariablement représenté comme le seul possible et le meilleur. Tout au long de son histoire, le système occidental n'a cessé de véhiculer, sous des formes religieuses ou profanes, ce que j'ai appelé l'idéologie du Même, c'est-à-dire l'idée selon laquelle les différences que l'on constate entre les peuples et les cultures ne sont que des caractéristiques contingentes et transitoires au regard de l'irrésistible mouvement qui pousse l'humanité vers une destinée homogène.

La thèse que j'exposais dans Europe, Tiers monde, même combat reste donc pour moi toujours valable, au moins pour l'essentiel. La seule différence

est que l'expression de « Tiers monde » est devenue obsolète, puisqu'à l'origine elle s'appliquait à des pays qui ne faisaient partie ni de la sphère d'influence occidentale ni de celle du bloc soviétique. Le monde est aujourd'hui devenu unipolaire, et la grande tâche de l'avenir sera de lui restituer son caractère multipolaire. A l'image d'un « monde tiers » a succédé celle d'une opposition entre le centre et la périphérie, celle-ci restant elle-même, et c'est heureux, profondément hétérogène en dépit d'une occidentalisation de surface. Il reste que c'est bien dans le « Tiers monde » qu'existent encore des sociétés traditionnelles, et que se maintiennent vivantes des formes sociales et des systèmes de valeurs que l'Occident a connus lui aussi, mais qu'il s'est employé au cours de son histoire à faire disparaître. C'est évidemment l'une des raisons pour lesquelles, aujourd'hui, la « défense de l'Occident » est incompatible avec la lutte contre l'idéologie du Même.

(Résistance, Nantes, juin 2003)